

BUDGET MENSUEL

RESSOURCES				CHARGES		
Nature des ressources	Personnel	Personne2	Autre(s) personne(s) du foyer	Nature des charges	Montant dû	Montant réglé
	M. Mme <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	M. Mme <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>				
Salaire	-00 €		-00 €	Loyer total	-00 €	-00 €
I.J. Maladie - Maternité-Accident de travail.				Montant de AL ou APL si elle est versée au bailleur	-00 €	-00 €
Prévoyance				Loyer résiduel	-00 €	-00 €
Allocation chômage				Crédit accession à la propriété		
Retraite principale				Charges de Copropriété		
Retraite(s) complémentaire (s) /Reversion/ASPA				EDF		
Pension d'invalidité/ Rente AT				ENGIE		
Allocation Adulte Handicapé (A.A.H)				Autre fournisseur d'énergie		
Majoration vie autonome				Eau		
Complément de ressources				Assurance Habitation		
Revenu Solidarité Active (R.S.A.)				Frais de transport		
Prime d'Activité				Mutuelle		
Complément Libre Choix d'Activité				Cantine / Crèche		
Allocations Familiales				Impôts sur les revenus		
Complément Familial				Taxe d'Habitation		
Allocation Soutien Familial (A.S.F)				Taxe Foncière		
Prestation d'Accueil Jeunes enfants				Téléphone		
Allocation Logement si versée sur le compte (AL)				Frais de formation		
Pension alimentaire perçue				Pension alimentaire versée		
Bourse (préciser si ressource principale)				Retenue CAF		
Autre (indemnité formation...)						
TOTAL	-00 €	-00 €	-00 €		-00 €	-00 €
Montant total des ressources			-00 €			
RESTE A VIVRE (selon le règlement FSL 93)			-00 €	TOTAL	-00 €	-00 €
MOYENNE /PAR JOUR/PAR PERSONNE			#DIV/0!			
Autres ressources (AEEH, APA, ACTP,PCH...)						
Autres charges courantes (assurance voiture...)						
Crédits ou Dettes en cours				Date de fin	Montant/mois	
Nom de l'organisme/nature de la dette/plan d'apurement						
						-00 €
						-00 €
						-00 €
						-00 €
						-00 €
TOTAL DES CHARGES RÉGLÉES						-00 €
RESTE A VIVRE RÉEL			-00 €			
MOYENNE /PAR JOUR/PAR PERSONNE			#DIV/0!			
Dossier Surendettement <input type="checkbox"/> instruction en cours <input type="checkbox"/> Plan validé <input type="checkbox"/> Procédure de Rétablissement Personnel <input type="checkbox"/>						
Suivi RSA: Pôle emploi <input type="checkbox"/> Projet ville <input type="checkbox"/> Service social <input type="checkbox"/> Nom du référent social:						

MOTIF DE LA DEMANDE

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Origine de la dette : (séparation, divorce, maladie, chômage, autre) | <input type="checkbox"/> Absence d'Allocations Soutien familial, d'Allocation Logement, de Prestations Familiales
Motif : |
| <input type="checkbox"/> Objet des crédits: | <input type="checkbox"/> Si retenue CAF.Motif: |
| <input type="checkbox"/> Chômage depuis le : | <input type="checkbox"/> Nature et lieu des études pour les enfants étudiants: |
| <input type="checkbox"/> Dépôt du dossier Pôle emploi le : | |
| <input type="checkbox"/> Date du 1er versement d'Allocation chômage (notification): | <input type="checkbox"/> Consommations incohérentes EDF/ENGIE/EAU |
| <input type="checkbox"/> Problème de santé | <input type="checkbox"/> Conflit propriétaire |

JUSTIFICATIFS ORIGINAUX A FOURNIR SELON VOTRE SITUATION LORS DU DEPÔT DE VOTRE DOSSIER AU CCAS

Pièce d'identité /Livret de famille /Acte de naissance
Ressources des 3 derniers mois (salaire/Chômage/ pension/retraite....)
Avis de paiement CAF récent
Impôts de l'année en cours
Taxe d'habitation / taxe foncière
Dernière quittance de loyer
Dernière facture Engie /relance
Dernière facture E.D.F/relance
Dernière facture téléphone
Justificatifs d'assurance
Justificatifs des remboursements de crédits
Autres justificatifs (frais de garde, cantine, transport....)

Je reconnais avoir été informé, conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/78 modifiée, de mon droit d'accès et de rectification aux informations qui me concernent en adressant un courrier au :

A _____ Le, _____ Signature :

Le département de la Seine -Saint-Denis, dans son règlement du Fonds de Solidarité Logement du 27/09/2012 s'investit dans la mise en œuvre du fonds de Solidarité Energie.Le décret du 13 août 2008 fixe les modalités de la procédure applicable en cas d'impayé de factures d'energie.